

maux, les tentatives d'accroissement de la production eurent leur résultat en grande partie à l'époque où la capacité d'absorption des marchés d'exportation diminuait. Et les cultivateurs placés sur des terres d'exploitation plutôt coûteuse pensèrent à se diriger vers les emplois industriels et autres qui leur offraient des revenus plus élevés parce que l'industrie au sortir de la guerre, après un certain moment d'hésitation, s'était lancée, elle aussi, dans un grand programme d'expansion. Tant et si bien que, de juin 1951 à juin 1956, le nombre de personnes engagées dans l'agriculture passait de 997,000 à 804,000, soit une réduction de 19 p. 100; le nombre de fermes tombait de 612,000 à 544,000, et le nombre de fils ou de filles d'agriculteurs travaillant sur les fermes déclinait de 273,000 à 167,000, soit une réduction de 39 p. 100.

Ces réductions de toutes sortes firent que la production de ceux qui restèrent attachés à la terre s'accrut, pendant la même période quinquennale de 1951-56, d'à peu près 30 p. 100. On peut en conclure que, de la fin de la guerre aux années 1950, il y avait trop de personnes qui s'adonnaient à la production des vivres. C'était le résultat de la disparition des marchés d'exportation qui coïncidait avec une vulgarisation rapide et un emploi de plus en plus généralisé de machinerie agricole plus perfectionnée. En d'autres termes, la capacité de produire de l'agriculteur s'était considérablement accrue.

Depuis quelques mois, il semble que les prix aient tendance à se stabiliser. Pour la première fois depuis quatre ou cinq ans, la consommation domestique a absorbé pratiquement la production beurrière du pays. Et plusieurs économistes sont d'avis que la demande des produits agricoles s'accroîtra annuellement de 2 p. 100 à 3 p. 100. La capacité de production de l'agriculteur peut facilement suivre cette augmentation. Il n'en reste pas moins que la situation générale de l'agriculture semble s'améliorer et que l'on ne doit pas craindre un exode semblable à celui qui s'est produit au cours des dix dernières années. Il pourrait même arriver que nous devenions importateurs de certains produits—de viande de bœuf, par exemple. Il importe que l'agriculteur devienne de plus en plus compétent, c'est-à-dire qu'il produise davantage par heure de travail.

Si, dans vingt ans, la population du pays est de l'ordre d'environ 25 millions, le rendement par homme devrait s'accroître d'à peu près 75 p. 100 de ce qu'il a été ces dernières années. Cela voudra dire des fermes dont la superficie sera d'environ 20 p. 100 à 25 p. 100 plus considérable, dont le chargement en bétail sera accru d'environ 50 p. 100 et sur lesquelles la machinerie aura une capacité

accrue d'à peu près 40 p. 100. Ces calculs sont basés sur une monnaie stable.

Ces chiffres sont un peu arides; je le concède bien volontiers. Ils sont basés sur des calculs préparés par des économistes agricoles, et plus particulièrement sur ceux que M. E. C. Hope présentait à l'assemblée de la Fédération de l'Agriculture de la Colombie-Britannique, tenue en novembre à Chilliwack. Les chiffres de M. Hope sont sensiblement les mêmes que ceux qu'ont atteints d'autres économistes travaillant sur le même problème. Inutile de dire qu'ils s'appliquent à l'ensemble du pays. Depuis qu'il est question de la nomination d'un comité sénatorial, on parle surtout des terres de l'Est du Canada, c'est-à-dire, si je ne m'abuse, de celles que l'on trouve dans la région des Appalaches au sud et aux contreforts des Laurentides au nord, ou aux abords du Bouclier canadien. Je ne puis évidemment faire une revue, même très brève, de ce qui peut exister dans certaines parties de la province d'Ontario et des Provinces Maritimes. Je me contenterai d'indiquer ce qui existe dans de larges régions de la province de Québec parce que je la connais mieux et que les conditions de l'agriculture de certaines régions me sont familières.

Le recensement de 1951 indique qu'il y avait au Québec 134,000 fermes en chiffres ronds, d'une superficie moyenne de 125 acres. 41.9 p. 100 de ces fermes sont formés de boisés, de terres à bois, de marais, de terrain rocailleux. Cette partie rapporte peu de chose, à l'exception des terres à bois, des boisés exploités et des érablières. Il en résulte qu'il y a seulement 72.5 acres, en chiffres ronds, dont on peut escompter un revenu raisonnable.

Par ailleurs, toujours d'après le recensement de 1951, il y avait 23,857 fermes mesurant moins de 70 acres. Une ferme de 70 acres peut faire vivre son propriétaire si elle est intensément cultivée, et plus particulièrement consacrée à la production de fruits, de légumes, etc. Or, le système d'exploitation le plus répandu est celui de l'exploitation laitière avec les productions secondaires qui s'y rattachent. On sait que pour donner un salaire moyen annuel net à un cultivateur et à sa famille, disons de \$1,800, il faut à peu près 50 têtes de bétail,—soit 25 à 30 vaches laitières, le reste, comprenant des génisses de 2 à 3 ans et des veaux,—ce qui nécessite 150 acres en culture sur une ferme bien tenue. Autrement, les capitaux investis ne sont pas pleinement utilisés. Ainsi, la valeur moyenne des fermes, qui en 1951 s'établissait à \$10,417, se répartissait comme il suit: Bâtiments et terrain \$6,305; outillage et machinerie \$1,678; bestiaux \$2,534; soit 61 p. 100, 16 p. 100 et 24 p. 100 respectivement de la